

COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 8 AOÛT 1981

N° 126

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

VIVE LA POLOGNE OUVRIÈRE EN LUTTE !

Depuis plusieurs jours grèves et manifestations de rues se succèdent en Pologne. A l'heure où nous écrivons des autobus et des manifestants bloquent le centre de la capitale polonaise Varsovie.

Ce vaste mouvement de mécontentement a brusquement franchi un degré dans l'escalade depuis que le gouvernement polonais a décidé de diminuer la ration de viande de la population.

La Pologne vit en pleine crise économique. la production de nourriture est très faible. Des manifestations ont lieu contre la faim. Les denrées alimentaires sont rationnées.

Cette situation a provoqué une réaction pleine de détermination de la part des travailleurs et de toute la population. Celle-ci veut obliger le gouvernement à reculer. La mobilisation se fait avec le nouveau syndicat SOLIDARITÉ.

Celui-ci a pris la tête des manifestations de Varsovie et Lech-Walesa le populaire représentant des travailleurs de Pologne a déclaré qu'ils tiendraient jusqu'au bout. En tout cas la mobilisation est tellement forte que rien ne pourra l'empêcher de tenir.

C'est toute la Pologne ouvrière et populaire qui est debout.

Le gouvernement a fait des menaces et semble-t-il préparerait ses troupes pour une éventuelle intervention ; mais dans le climat de mobilisation qui touche toute la Pologne une intervention militaire ne pourra se faire avec des troupes polonaises dont les soldats sont eux-aussi des membres de la population.

Alors le gouvernement fera-t-il appel aux troupes russes ou bien celles-ci vont-elles intervenir ? Ce n'est pas impossible. L'URSS est coutumière de ce genre d'intervention dans les pays de l'EST de l'Europe quand leur peuples se dressent contre leurs gouvernants. Ce fut le cas en 1956 en Hongrie puis en 1968 en Tchécoslovaquie et aujourd'hui en Afghanistan.

Mais si les Russes intervenaient en Pologne ils prendraient alors le risque de se heurter à une population mobilisée et qui selon les déclarations de Walesa a déjà pris certaines mesures pour faire face à une telle invasion.

Probablement le gouvernement, comme lors des crises précédentes va composer avec la population et négocier avec le syndicat SOLIDARITÉ.

Mais cette nouvelle crise, rapproche le moment de l'affrontement entre le peuple polonais et ceux qui le dirigent. Car les intérêts des deux camps ne coïncident pas. La menace russe peut rapprocher à certains moments les camps, l'un s'appuyant sur l'autre pour écarter la menace. Mais les raisons profondes de la crise, raisons qui sont économiques, ne peuvent que pousser davantage en avant les masses ouvrières et populaires de Pologne. Jusqu'à la contestation pure et simple de la direction politique. Aujourd'hui, il y a une sorte de partage de pouvoir, que le gouvernement est bien obligé d'accepter de mauvais cœur. Mais à l'avenir ce gouvernement sera bien obligé de fixer une limite à un tel partage.

Suite page 2

«VIVRE LIBRE OU MOURIR»

Un film sur la révolte des Noirs de Guadeloupe en 1802

Le dernier film de Christian Lara a suscité beaucoup de commentaires. Cela se comprend puisque délibérément Lara a choisi en quelque sorte de faire du cinéma politique, cinéma sur les problèmes antillais.

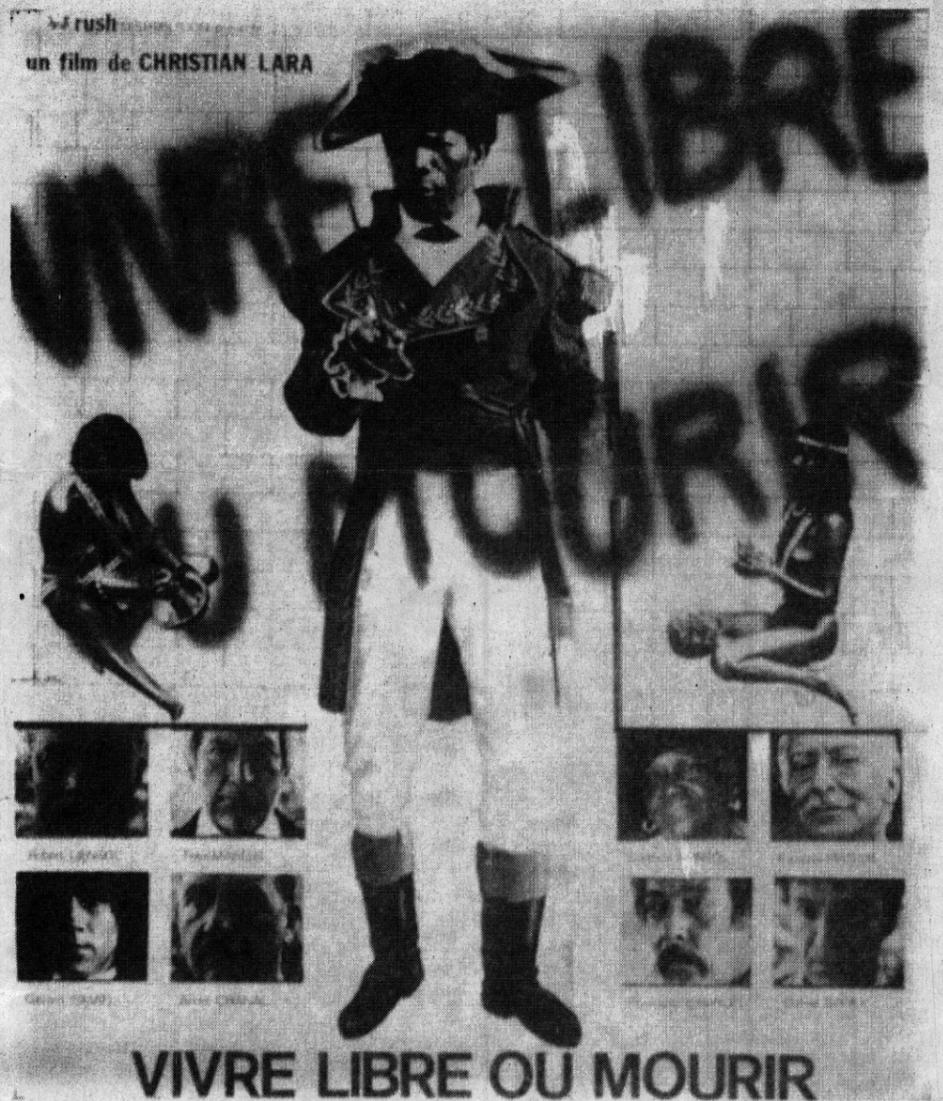
«Coco la fleur» montrait les manigances électorales de l'administration et l'élimination d'un opposant à cette administration. «Mamito» montrait des jeunes prenant conscience qu'il fallait une indépendance à la Guadeloupe pour qu'elle puisse se développer.

LE FILM qui passe aujourd'hui sur les écrans de Pointe-à-Pitre et Basse Terre va chercher dans le passé des Noirs guadeloupéens les raisons de poursuivre un combat commencé avec Delgrès et Ignace, deux noirs qui en 1802 s'étaient révoltés, alors que libérés de l'esclavage par les révolutionnaires de 1792, Napoléon tentait de les remettre dans les chaînes.

L'histoire est racontée par le truchement d'un procès factice. Delgrès, Ignace, la mulâtresse Solitude, le général noir Pélage, le général esclavagiste envoyé par Napoléon, Richepance, sont tour à tour appelés à la barre d'un tribunal pour expliquer ce qui s'est passé en 1802. Mais Lara ne respecte pas les époques et il fait intervenir Schoelcher, tandis que le Commandant Mortenol assiste impavide au procès. On voit vivre aujourd'hui les avocats de Ignace (Ibo Simon), le chef le plus populaire de la révolte des Noirs de la région de Pointe-à-Pitre, Abymes. Lara veut montrer ainsi que Ignace et les accusés des procès colonialistes d'aujourd'hui sont liés par un même combat qui dure depuis près de 2 siècles.

Lara a déclaré que son film était en quelque sorte un cours d'histoire. Nul doute que beaucoup et, dirons-nous, la majorité des Noirs pauvres vivant en Guadeloupe ignorent la plus grande partie de leur propre histoire, de celle de leurs ancêtres les esclaves. Vont-ils se retrouver dans cette histoire ? Se sentiront-ils fiers d'être les descendants d'hommes qui au lieu d'accepter les chaînes ont préféré se faire sauter au Matouba ?

Suite page 4



Petit Bourg : le crime d'un Blanc provoque la colère des Noirs

Lors de la reconstitution d'un crime, dans la commune de Petit-Bourg, une foule importante venue pour assister à l'événement s'en prit violemment aux policiers, gendarmes et autres juges d'instruction présents sur les lieux.

La colère fut telle que des centaines de personnes coururent sus aux gendarmes les blessant par jets de cailloux.

Que s'était-il passé ? Qu'est-ce qui motivait une telle colère ?

Cela se passait le 28 juillet. Il faut savoir que quelques jours avant, un homme tuait d'un coup de fusil un jeune homme qu'il prétendait avoir surpris à marcher sur le toit de sa maison en pleine nuit. Cet homme au fusil est un blanc, la victime un jeune noir !

Mais la population affirme que cet homme semble-t-il un spécialiste du tir, grand ami des gendarmes n'a pas été surpris, mais aurait froidement abattu le jeune homme d'une balle dans la tête. Il semble même que cet homme savait que le jeune noir irait le soir sur son toit, puisque celui-ci lui avait demandé, pendant la journée,

l'autorisation d'aller chercher un ballon tombé sur le toit.

Ce qui a de plus choqué profondément la population c'est la mansuétude dont a bénéficié le tueur, qui pendant les jours suivants aurait été laissé en liberté.

Aussi, lors de la reconstitution, nombreux furent les habitants de Petit-Bourg qui vinrent sur place pour vérifier la version donnée par le meurtrier.

Mais là aussi, les gendarmes et le juge d'instruction tergiversaient ; et bientôt la foule craignit que finalement on emmène le criminel pour le cacher ou pour éviter de faire la reconstitution. Cela mit le feu aux poudres.

Après le départ précipité et houleux des « autorités » la foule en colère se rua dans la maison où habitait le tueur et saccagea l'intérieur. Seule la maison ne fut pas abîmée, parce qu'elle appartenait à un Noir que les gens ne rendaient pas responsables de tout ce qui s'y était passé.

Pays de population noire, la Guadeloupe est

dirigée par des Blancs. Il est inévitable que les agissements de certains Blancs provoquent la colère des Noirs. Ces scènes ont déjà eu lieu dans le passé, elles auront encore lieu dans l'avenir. Ce sont des signes d'une situation fondée sur le racisme officiel.

La mère de ce jeune homme est blanche mariée à un noir. La population, la foule n'a pas hésité à être de son côté contre un autre blanc car celui-ci représentait, par ses agissements et par celui de ses éventuels amis blancs des milieux policiers et de gendarmes, tout le racisme et tout l'esprit de mépris et de domination des Blancs qui à différents postes dirigent le pays.

Ce petit exemple montre quelle formidable réserve de haine peut couvrir dans la population contre les manifestations visibles de la domination coloniale. Cela montre aussi quelle ampleur peut prendre demain une montée de la colère des Noirs contre ce pouvoir blanc qui perpétue le vieux racisme officiel : peuple noir, pouvoir blanc.

LE ROLE DE L'EMIGRATION DANS LA LUTTE

Deux cent mille, certains disent même quatre cent mille Antillais vivent dans l'émigration. Qui en Guadeloupe ou en Martinique n'a pas un parent quand ce n'est pas toute sa famille en France ? Le chômage, la misère ont conduit la plupart des jeunes de nos pays et aussi de moins jeunes à partir en France avec l'espoir de trouver un emploi.

Jusqu'à ces dernières années, les PTT, les hôpitaux, la RATP, la Ville de Paris ou encore la police ont embauché des Antillais. Il faut dire que la concurrence à l'embauche n'était pas trop dure car il s'agit d'emplois mal payés et pas toujours ragoutants : charger des sacs postaux, laver les malades ou être aux premières loges devant les synagogues pour les protéger des bandes racistes en tant que policiers.

Mais aujourd'hui, être titulaire d'un emploi en France, même dur, même peu rémunéré, apparaît comme un avantage. Avec deux millions de chômeurs en France, l'idée que « l'Antillais vole le travail du Français » circule vite. Les pratiques racistes de l'ancien gouvernement, ses déclarations télévisées encourageant le développement de sentiments d'hostilité envers les immigrés. Et les Antillais avaient beau jeu de sortir leur carte d'identité : l'insulte voire l'agression raciste était déjà déclenchée.

Certes on peut imaginer que le nouveau gouvernement ne développera pas une propagande raciste systématique. Seulement les faits sont là. La situation de crise ne s'améliore pas. Les



licenciements continuent. Ainsi, même avec le nouveau gouvernement, le sentiment de xénophobie a peu de chances de disparaître. L'Antillais reste un immigré. Il continue de subir les contrôles policiers racistes et la discrimination devant l'emploi ou le logement. N'est-ce pas

des municipalités de gauche, les municipalités communistes, qui restaient les seules à accueillir des immigrés, qui décidaient, il y a moins d'un an, de ne plus recevoir des « DOM. TOM » dans leurs HLM ?

Les conditions d'existence de ceux de l'émigration risquent donc de continuer à se détériorer. Tout comme en Angleterre ou l'aggravation de la crise a poussé les immigrés Antillais à l'insurrection, les problèmes que rencontrent nos camarades de l'émigration peuvent en faire des « enrégés », des ennemis irréductibles du système colonial. Un système qui ne se contente pas de déchirer les familles, de les écarter sur 7 000 km, mais qui refuse le minimum, un emploi, un logement, et qui jette de plus en plus de gens dans les hôpitaux psychiatriques quand ce n'est pas en prison ou quand il ne les pousse pas au suicide. Oui le colonialisme se fabrique des ennemis dans sa propre métropole !

Les travailleurs de l'émigration peuvent rentrer en lutte pour refuser les difficultés qu'ils rencontrent en France. Ils peuvent aussi le faire pour soutenir les combats qui se mènent en Martinique et en Guadeloupe. Déjà aujourd'hui tous les événements « chauds » en Martinique ou en Guadeloupe ou en Guyane ont des répercussions dans l'émigration. Jeunes, travailleurs, chômeurs de l'émigration se déplacent dans des meetings ou des manifestations lors de grèves en Martinique, lors des occupations de terres en Guadeloupe. Ils savent qu'ils sont des Noirs pauvres et que le combat des opprimés de Guadeloupe et de Martinique est aussi le leur.

Noël Cantius

LES PAUVRES DES ANTILLES ONT INTÉRÊT A LIER LEUR COMBAT A CELUI DE TOUS LES OPPRIMÉS DU MONDE



La façon la plus simple de traduire leurs aspirations anti-colonialistes est pour beaucoup de gens de souhaiter que les Guadeloupéens et Martiniquais aient des symboles d'indépendance : drapeau, carte d'identité, etc... C'est aussi de souhaiter avoir son état et ses frontières.

Cette aspiration est la conséquence légitime de l'oppression par le colonialisme français de tous les sentiments nationaux des peuples des Antilles. C'est la conséquence de plusieurs siècles d'oppression et d'avilissement et de pillage venant de l'impérialisme français.

Les peuples veulent alors être maîtres chez eux. Les plus lucides et les plus décidés parmi les Antillais sont souvent les plus haineux envers les colonisateurs et les plus farouchement partisans de se donner drapeau, symboles nationaux et frontières.

Il faut distinguer entre ce sentiment qui naît chez les travailleurs et les fils de la population et l'orientation délibérée d'organisations politiques qui s'appuient sur ces sentiments pour bâtir demain, s'ils viennent au pouvoir, un état qui sera dirigé contre la population.

Ces partis nationalistes ont une orientation qui aboutit à séparer les membres de la nation martiniquaise ou guadeloupéenne, du reste des opprimés dans le monde. Mais du même coup cela rend le combat des Antillais plus limité et pratiquement cette orientation nationaliste leur bouche la seule perspective qui soit réaliste : celle de la liaison de la lutte des Antillais avec celle des opprimés ailleurs dans le monde.

Les projets des organisations nationalistes étriquées, reviennent en fin de compte à priver les peuples antillais des richesses qu'ils ont con-

tribué à créer et qui se sont concentrées dans les pays capitalistes riches. Les opprimés des Antilles, comme ceux du monde entier, ont le droit de revendiquer les immenses richesses de la société moderne qui sont aujourd'hui accumulées dans d'autres pays que les leurs.

Les Antilles ont fait pendant plus de deux siècles la fortune de l'Europe. L'Espagne, le Portugal, puis l'Angleterre, la France et la Hollande se sont enrichies du pillage forcené des colonies du Nouveau Monde, puis du trafic intense des esclaves africains. Des sommes d'argent colossales s'accumulaient dans les coffres forts des banquiers, puis étaient réinvesties dans le commerce, et l'industrie. Le capitalisme en Europe a grandi sur la sueur et le sang des millions de noirs courbés sous le fouet de l'esclavage. La puissance américaine également s'est bâtie sur cette source de profit inégalée qu'était le travail quasi gratuit de la main d'œuvre servile.

Et la richesse de plus en plus grande de ces pays, leur puissance de plus en plus affirmée dans les domaines économique, militaire, commercial, leur ont permis de mettre la main sur d'autres nations, d'autres pays, d'autres peuples, qu'ils asservissaient à leur tour et dont ils extrayaient les trésors et les richesses. Oui, l'impérialisme a attiré à lui, par la violence et le crime, de fabuleuses richesses venues des quatre coins de la terre. Et quand les descendants des esclaves africains, libérés du joug de l'esclavage, devinrent des prolétaires, ils continuèrent par leur travail, par leur misère, à enrichir les capitalistes européens et américains. D'immenses capitaux extraits de leur sueur ont traversé l'Atlantique pour faire marcher les usines des pays riches, construire des ponts et des routes, inventer de nouvelles machines, de nouvelles techniques qui permettaient de conquérir toujours plus d'espace, toujours plus de pays, toujours plus de richesses. Aujourd'hui ce sont les prolétaires eux-mêmes qui traversent l'océan pour livrer leur énergie et leur force de travail aux héritiers des riches esclavagistes d'antan. Et ce que des

dizaines de générations d'esclaves ou de travailleurs salariés ont produit au cours des siècles, s'est concentré aujourd'hui dans les machines les plus perfectionnées, les engins spatiaux, les techniques de pointe et les mille éléments du confort moderne qui sont l'apanage des pays riches.

Mais justement, pour que cette formidable opulence, qui est le lot de quelques pays impérialistes, existe, les trois quarts du globe ont été réduits à un degré de pauvreté et de sous-développement extrême. Leurs possibilités de développement ont été coupées net par le brigandage des grandes puissances qui ont arraché de leur sol et de leurs populations tout ce qui avait de la valeur.

Les Antilles, aujourd'hui sous-développées et souffrant de maux terribles que sont le chômage et l'émigration, font partie de tous ces pays qui ont livré leurs richesses et leurs hommes pour que quelques pays connaissent aujourd'hui l'abondance. Le système capitaliste souffre d'ailleurs lui-même de cette abondance, qui l'étouffe dans le cadre étroit de quelques frontières nationales bien délimitées.

Les peuples des Antilles ont payé chèrement leur participation à la création des richesses du capitalisme mondial. Ils ont tout à fait le droit d'en revendiquer leur part, à l'instar des autres peuples des pays sous-développés, ou des ouvriers des pays développés.

Les opprimés des Antilles, s'ils ont joué leur rôle dans la marche en avant du capitalisme et la production de ses richesses, ont aussi leur rôle à jouer dans le renversement du capitalisme. Ils ont comme tous les opprimés, un droit de regard sur ces richesses, et il est de leur intérêt qu'elles soient réparties entre tous ceux qui les ont produites, à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi le combat des pauvres des Antilles est lié au combat de tous les opprimés du monde. Et ceux qui voudraient les enfermer dans d'étroites frontières « nationales » martiniquaises ou guadeloupéennes, vont en réalité à l'encontre de leurs intérêts.

LE PROCÈS DE NOS CAMARADES TREIL ET BEAUJOUR



Pour la sixième fois en moins d'un an des militants de notre tendance ont comparu devant les Tribunaux colonialistes.

Mercredi 5 août, nos camarades Gérard Beaujour, directeur de publication de « *Combat Ouvrier* » et Bruno Treil militant connu de notre tendance comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre pour « apologie du crime, meurtre, pillage, vol incendie... ». Le procureur de la République les poursuivait sur la base d'un article écrit par Treil et paru en octobre 80 intitulé « Les limites du terrorisme individuel ».

Dans cet article Treil faisait une analyse des événements relatifs aux attentats du GLA à l'époque. Et notamment il reprenait les positions de *Combat Ouvrier* sur la violence en écrivant que la violence aux mains des masses, des jeunes des pauvres serait une force incalculable et bien plus fructueuse que celle de quelques individus.

Dès le début de l'audience, les juges proposèrent le renvoi de l'affaire en attendant le texte de la loi d'amnistie puisque les poursuites en matière de presse, sont, ont-ils dit, amnistées. Il s'agissait en fait pour eux, de ne pas permet-

tre que Beaujour et Treil disent ce qu'ils pensent et expriment haut et fort dans la salle leurs positions politiques. L'avocat de la défense au cours d'un débat de procédure plaida donc en faveur du déroulement immédiat de l'affaire.

Ce fut finalement accepté. Beaujour d'abord fut appelé à la barre et déclara qu'il en était à son cinquième procès, qu'il avait déjà fait deux mois et demi de prison en Martinique et que ce n'est donc pas ce dernier procès qui pourrait en quoi que ce soit l'émouvoir. Il fit le procès de la violence coloniale et des crimes perpétrés par les forces armées, et dénia tout droit aux juges de l'administration coloniale française de le juger.

Treil ensuite reprit plus précisément ces thèmes et de manière énergique et ferme expliqua en quoi il ne pouvait que redire que ce qu'il avait écrit tant que le système d'oppression capitaliste et coloniale pèserait sur peuple antillais.

Me Ursule plaida ensuite sur deux plans : juridique et politique. Elle fit pratiquement une analyse du texte incriminé en prouvant qu'il n'y avait là aucune apologie du crime et que ce pro-

cès était en fait un procès d'opinion, un procès politique.

Elle parla, fit ensuite une analyse du système colonial, cita Camus, et Memmi et démontra en quoi la violence était pratiquement un recours nécessaire pour le colonisé qui aspire à se libérer. Elle expliqua en quoi ce procès était inique car les auteurs qui précisément firent l'analyse la plus précise de la violence à savoir Marx, Lénine sont lus partout et ont fourni depuis des générations de la littérature sur ce thème dans le monde entier dans toutes les librairies et bibliothèques.

Enfin, elle s'indigna que de tels procès soient fait à l'encontre de militants politiques et exprima sa désapprobation personnelle des mesures de répression coloniales en affirmant qu'elle se trouverait toujours du côté de ceux qui les subissent parce qu'ils s'opposent au colonialisme.

Il n'y eut pas de réquisitoire du substitut du procureur. L'affaire est mise en délibéré. Le jugement sera rendu le 21 octobre 1981

Guadeloupe : après la récolte de canne : PROBLEMES DE LA TERRE UNE SEULE SOLUTION : LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT !

La récolte de cannes a été paraît-il catastrophique. Pour les gros planteurs nous ne savons pas ce que cela veut dire ; il y a dans ce secteur toutes sortes de manœuvres pas très claires.

Pour les travailleurs agricoles, c'est certainement vrai. Tout au long de cette récolte ils ont dû se battre pour avoir par-ci, par-là une journée de travail.

Il y a au moins de cannes récoltées cette année que par le passé. Il y a eu moins de journées de travail. C'est dire que pour les ouvriers agricoles cette récolte n'aura apporté que de très maigres salaires.

Pour les petits paysans, il y a eu les effets de la pluie et la fermeture des usines qui auront aggravé pour eux les conditions de cette récolte.

Les seuls qui s'en tirent bien ce sont évidemment les grands propriétaires fonciers qui ont vendu à l'état (par la SAFER) leurs terres et on pu liquider sans grands remous sociaux - et sans perte - leurs usines.

Pour les gros capitalistes du sucre, il n'y a plus le même intérêt à continuer dans cette branche. C'est pourquoi les Empain, Grands Moulins de Paris et autres d'Aubert se sont retirés ou cherchent à le faire. Les usines ferment les unes après les autres. Et comme en Martinique le sucre tombera à un niveau de production à peine suffisant pour la consommation locale.

Il est vain de verser des larmes et de réclamer le sauvetage du sucre au nom de « l'économie nationale » future de la Guadeloupe libre ou au nom de la « culture populaire » parce que cela fait partie des traditions etc... A ce propos, notons que si la canne devait rappeler un souvenir, comme certaines organisations nationalistes se plaisent à le dire, ce serait celui d'une époque infâme, celle de la culture par les esclaves et par les premiers ouvriers au 19ème siècle.

Au nom de ce passé il ne s'agit pas de se battre pour la conservation d'une canne qui est rejetée par les capitalistes et pour une production de sucre qui est de plus en plus difficile à écouler sur le marché mondial.

Au nom du passé, des efforts, de la sueur et du sang des esclaves et des ouvriers qui ont défriché les Antilles et ont créé de leur main le domaine agricole de nos pays, il faut exiger que la propriété de tout le sol des Antilles appartienne aux travailleurs.

La terre des Antilles appartient aux peuples de Guadeloupe et Martinique.

Les partis et organisations se livrent à de savantes manœuvres avec l'Etat colonial au sujet de la réforme foncière perdent de vue l'objectif principal de la lutte de nos peuples.

Les pauvres, les ouvriers agricoles et les petits paysans ont le droit d'avoir cette terre, car ils l'ont gagnée par leur travail.

Pour avoir cette terre, ils n'ont qu'un moyen, ce n'est pas de négocier une impossible et ridicule Réforme foncière, mais d'arracher la direction des affaires du pays aux mains de la minorité blanche colonialiste et raciste.

Le parti communiste guadeloupéen reproche à l'organisation nationaliste, UPLG, de tromper les paysans en se mêlant aux organismes de la Réforme foncière. Mounien est en effet vice-président de la SAFER. Et à ce titre il collabore à un organisme de l'administration coloniale destiné à tromper les paysans. Et de fait, cette SAFER a tenté avec l'aide de la direction de l'Agriculture d'accréditer l'idée d'une Réforme qui doit donner les terres aux paysans. Alors que le but visé par l'administration coloniale était tout simplement d'empêcher toute lutte à la campagne en désarmant le mécontentement qui grandissait et qui se manifestait par certaines occupations de terres.

Mounien et l'UPLG ont eu le tort de courir derrière ce faux lièvre et d'abandonner le terrain de la lutte sur ce problème là pour une hypothétique Réforme foncière. Si bien que pendant la récolte on a vu des travailleurs s'en prendre aux dirigeants de l'UTA qui défendaient et représentaient les intérêts de la SAFER, qui était devenue l'employeur !

Ce n'est pas la première fois que le courant UTA-UPLG se trouve dans une telle position. Cela s'explique par la peur de voir les masses

organisations qui sont plus combattives que lui. Si la petite bourgeoisie se bat de cette façon et commet au nom des masses des erreurs, c'est bien parce que les soi-disant partis de la classe ouvrière comme le PCG, ont trahi depuis bien longtemps la lutte. Et en le faisant, ils ont laissé la classe ouvrière sans organisation de lutte digne du nom de parti ouvrier révolutionnaire.

C'est pourquoi aujourd'hui les problèmes posés de façon cruciale dans l'agriculture touchent celui de l'organisation révolutionnaire des

est la conséquence du manque d'intervention propre de la classe ouvrière en tant que telle. Les ouvriers en tant que classe n'intervient pas pour l'instant de leur propre voix sur la scène politique. Sinon par personne interposée tels les notables du PC ou du PS.

Aujourd'hui les partis ouvriers n'ont pas de politique dans la question de la terre et de l'agriculture. Ou alors ils se contentent de répéter que la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent. Ce qui est bien. Mais à partir d'un certain moment on doit passer de la répétition obstinée d'un mot d'ordre à la lutte pour sa réalisation.

Nous croyons qu'aujourd'hui le problème se pose non pas en terme de « mot d'ordre » de parti mais en terme d'une lutte qui est vitale pour les intérêts des travailleurs des campagnes.

Seule une lutte engagée pour la saisie des terres des grands propriétaires fonciers par les travailleurs des campagnes (ouvriers et paysans pauvres) peut aujourd'hui déboucher sur un changement véritable pour ces travailleurs.

La terre -comme tout le pays- appartient au peuple. Il faut le proclamer, mais il faut s'engager pratiquement dans la lutte pour que cette proclamation ne reste pas un vœu pieux ou une simple motion de congrès.

Les travailleurs des campagnes ne doivent évidemment compter en priorité que sur leurs propres efforts pour y parvenir. A compter sur les grands partis officiels, ils pourraient avoir de sombres désillusions ou attendre très longtemps l'engagement de ceux-ci dans une telle lutte.

Les révolutionnaires qui, hors de ces partis officiels, mènent une autre lutte et se joignent aux travailleurs qui, écœurés par les grands partis cherchant d'autres voies, ont raison de le faire. Mais ils doivent le faire en restant sur le terrain de la classe ouvrière et non sur celui d'une vague « union populaire » mal définie. Il s'agit de mener le combat au nom des travailleurs et dans leurs rangs. Il s'agit que des rangs propres de la classe ouvrière, parmi les ouvriers agricoles et parmi les paysans pauvres surgissent des hommes et des femmes volontaires et combattifs qui sont décidés à se préparer à une telle lutte avec ténacité, courage et sérieux.

Ils pourront alors s'engager dans la lutte au nom de leurs propres intérêts, ceux des ouvriers et des paysans, le grand parti des travailleurs.



s'engager dans une lutte que ce courant ne pourrait pas contrôler. Car il ne conçoit la lutte que comme un programme déterminé et fixé à l'avance, où les masses n'ont à faire ni un mot, ni un geste non autorisés par la direction UTA UPLG.

Avec une telle conception qui prive les masses de la possibilité de diriger d'elles-mêmes leurs luttes, l'UTA et l'UPLG ne peuvent que désamorcer toute lutte qui s'engage dans des voies trop larges pour être contrôlée par ces organisations.

Mais si le Parti communiste guadeloupéen fait des reproches à l'UPLG, ce n'est certainement pas au nom de la lutte. Car après tout que des organisations nationalistes ou pas, qui sont à gauche du PCG, se trompent ou temporisent, ce n'est pas elles les principales responsables de la situation de dispersion et de mobilisation de la classe ouvrière de ce pays.

Au moment des fermetures d'usines, toute la Guadeloupe a entendu un membre du PCG, dirigeant de la CGTG, affirmer que « Darbousier ne fermera pas ! »

Et puis on n'a plus rien entendu. Et Darbousier a fermé. Il en fut de même pour Blanchet comme autrefois pour Marquisat, à Capesterre, en pleine ville communiste.

Les principaux attentistes et passifs, ce ne sont pas les militants ou les dirigeants du courant UTA-UPLG.

Les grands partis, ceux qui ont pignon sur rue, comme le PCG qui a de nombreux élus et détient de nombreuses municipalités, et qui donc pourraient peser infiniment plus que l'UPLG, ou d'autres, dans une lutte contre les grands propriétaires fonciers et pour la terre à ceux qui la travaillent, ces partis restent passifs. Car ils sont respectueux des lois de la société coloniale et bourgeoise.

Le PCG est un parti d'élection, de gestion municipale, mais pas un parti de lutte révolutionnaire. Il est donc mal placé pour critiquer les

travailleurs.

Ce n'est pas derrière un parti de la petite bourgeoisie même combattive, même honnête, que les travailleurs des villes et des campagnes doivent se regrouper pour faire triompher leurs aspirations. Il est indispensable que les travailleurs disposent de leur propre parti : Celui-ci ne peut être celui qui se dit « communiste » aujourd'hui. Car ce parti ne défend plus, depuis belle lurette, une politique révolutionnaire. Les notables « communistes » qui en assurent la direction ne veulent ni révolution, ni même un sérieux mouvement de masse qui les obligerait à descendre dans l'arène de la lutte contre le pouvoir colonial.

Le rôle joué par des partis petits-bourgeois

Suite de l'Editorial



Il est difficile de prévoir ce qui va se passer maintenant, mais il est sûr que si la mobilisation actuelle se terminait par un succès c'est-à-dire par un recul même partiel du gouvernement, cela voudrait dire que les forces de la classe ouvrière polonaise se renforceraient encore ainsi que son autorité devant l'ensemble de la population. Et dans ce cas, elle pourrait prétendre ouvertement à la direction du pays. Comment et sous quelle forme ? C'est de la richesse d'intervention, d'idées et de tactiques qu'on a déjà constatée en Pologne ouvrière que viendra la réponse à ces questions.

Nous travailleurs des Antilles nous avons des raisons importantes de nous réjouir de cette lutte de nos frères polonais. Car il y a pour nous une importante

leçon à en tirer.

C'est que face à la puissante URSS le petit peuple polonais ne craint pas de s'engager et de faire triompher ses aspirations. IL le fait à la manière ouvrière et en s'appuyant principalement sur cette classe ouvrière.

Et cela pour nous petit peuple colonisé et qui sommes en face d'un état proportionnellement tout aussi puissant face à nous que l'est l'URSS face à la Pologne, il y a une voie pour notre émancipation. Et c'est maintenant qu'il faut la trouver et l'emprunter. Alors tout grand état qu'est la France coloniale et impérialiste, elle ne pourra ni nous écraser, ni nous pousser dans une voie que nous n'avons pas choisie.

Martinique : la répartition des terres

En Martinique, la structure de la répartition des terres se caractérise par l'existence de la grande propriété, monopolisée par une couche étroite de békés, en face desquels les petits paysans doivent se contenter de surfaces le plus souvent inférieures à un hectare. Entre les deux, une couche étroite de moyens propriétaires, qui vivent perpétuellement avec des dettes énormes au Crédit Agricole.

Un seul chiffre suffit à expliquer la situation 42 % de la surface est répartie entre une centaine de grosses propriétés. Le seul Hayot possède 3 000 hectares de terres au Lamentin !

Mais la répartition des terres n'est pas le seul élément à prendre en compte. Il faut aussi prendre en compte leur situation géographique. Comme par hasard, ce sont les meilleures terres, les plus aisément mécanisables, celles qui sont situées en plaine ou qui sont faciles d'accès qui appartiennent aux gros capitalistes.

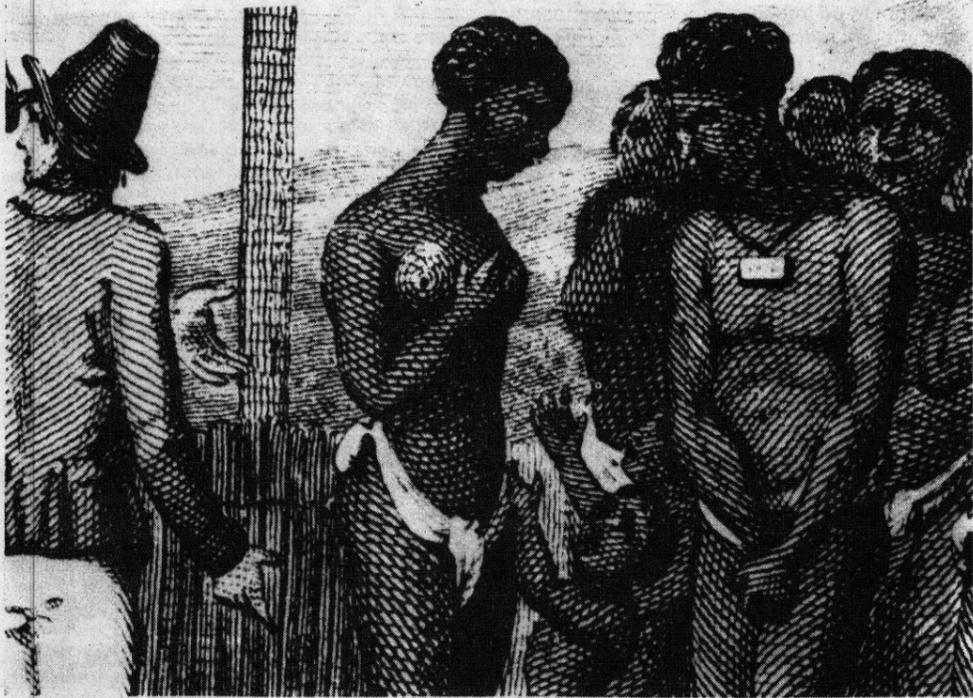
Par contre les petits paysans doivent se contenter des zones montagneuses, mal desservies par les routes ou par les commodités de la vie courante (eau, électricité)

Un exemple concret est fourni par la commune de Rivière-Pilote : alors que les petits paysans doivent s'accrocher sur les flancs pointus des mornes de Régale ou de Morne Honoré, toute la superficie plate est aux mains des distillateurs de Mauny.

Ce sont ces parties plates qui peuvent rapporter le meilleur revenu aux cultivateurs, parce que plus fertiles et plus facilement mécanisables.

Donc en ce qui concerne la terre, ces deux facteurs (répartition des terres, situation géographique) contribuent à faire encore plus chaque jour du gros propriétaire un capitaliste qui s'enrichit, tandis que le petit paysan lui ne voit pas sa situation s'améliorer.

LARA : « VIVRE LIBRE OU MOURIR »



Ce contre quoi ils se sont révoltés

Lara présente le colonialisme pour ce qu'il a été destructeur des peuples (les Caraïbes) avilissant les hommes (les Noirs et les Blancs) dans l'esclavage.

Dans ce cinéma antillais débutant et balbutiant, travaillant avec de pauvres moyens (même plus pauvres que ceux de Cuba par exemple ou le cinéma est nettement plus développé qu'ici) on serait mal venu de faire des reproches trop hatifs ou trop marqués à Lara.

Les débuts sont les débuts... Il faut en passer par là. Le mouvement se prouve en marchant. S'il y a d'autres cinéastes qui peuvent ou veulent en faire plus ou mieux... ils n'ont qu'à rejoindre Lara.

Le propos politique est sans conteste nationaliste. Lara est un fils de la petite bourgeoisie pointoise. De cette petite bourgeoisie qui s'est poussée au 19^e et au début du 20^e siècle, qui a quitté la condition de prolétaire par les études et les efforts pour entrer dans les professions administratives ou la fonction publique, pour être l'égal des Blancs qui dominaient encore plus nettement le pays qu'aujourd'hui.

Les fils et petits fils de cette petite bourgeoisie ont revendiqué comme nécessaire à leur dignité le même statut de citoyen français que les Blancs. Ils ont revendiqué alors l'assimilation et donc la départementalisation. Mais devant les mesquineries d'un état colonial qui a tellement retardé cette assimilation, les petits bourgeois Noirs ont jeté à la face des colonisateurs leur citoyenneté française. Lara est donc pour l'indépendance. Mais il n'y met aucun contenu idéologique. Il ne s'exprime pas en tant que membre d'un parti. Il ne parle pas en tant que partisan de telle ou telle classe, mais son appartenance de classe, qu'il ne renie pas, le pousse à poser les problèmes politiques purement dans l'optique de cette classe. La petite bourgeoisie politisée, celle qui est dans certains partis, communiste ou nationaliste, en veut à Lara d'être

sans fard. Il n'a pas de déguisement « communiste » ou « marxiste » et c'est pourquoi l'étincelle organe du P.C.G. l'accuse d'enfoncer des portes ouvertes. Mais les portes qu'il enfoncé méritent, pour une grande partie de la population d'être enfoncées. Tout ce que Lara dit dans son film sur Delgrès, Ignace, etc... a été dit et ressassé dans les organisations, mais pas à une échelle aussi large que peut le faire le cinéma. Pourquoi s'en plaindre alors ?

Nous ne partageons très certainement pas la vision du monde de Lara, mais il dénonce à sa façon le colonialisme, il raconte ce que fut l'histoire des esclaves et leur révolte (Père, les Blancs...) le marronnage, etc... Si le film est insuffisant par certains côtés, encore une fois il a le mérite d'exister et de susciter le désir chez des jeunes de chercher dans cette voie, il a le mérite de faire connaître une partie du passé et donc de pousser à en savoir plus.

Que les Noirs guadeloupéens soient montrés dans les films, les livres et dans l'histoire autrement que ce qu'en disent des Blancs et des Noirs eux-mêmes, cela n'est sûrement pas mauvais.

Cela dit, nous pensons, pour parler de la technique du film, qu'il est le meilleur de Lara, mais que celui-ci a comme dans ses films précédents, une mise en scène parfois inégale.

Les acteurs jouent bien. Ibo Simon joue très peu. Mais c'est la logique de Lara, puisque le héros ne se défend pas lui-même mais est défendu devant un tribunal de Blancs d'ailleurs ! par des avocats de métier.

La mise en scène est un peu conventionnelle, mais cela facilite le déroulement de l'histoire. Ceux qui ne connaissent pas toute cette partie de l'histoire des Antilles verront avec plaisir ce film.

QUAND LE PPM FAIT DISPARAITRE LA CLASSE OUVRIÈRE

Pour justifier le nouveau tournant pris par le PPM avec le moratoire concernant la question du statut, Darsières, après Césaire, explique qu'il est nécessaire de se préoccuper d'un « plan de survie économique ». Et il ajoute : « c'est la priorité des priorités... »

« Cela veut dire que sur tout ce qui est urgent, il faut que le PPM, il faut que les anti-colonialistes constituent de solides dossiers : sur l'Agriculture, sur le financement de la relance économique, sur le génocide par substitution... »

Mais on pourrait répondre qu'il y a longtemps que ces dossiers existent. Tout a déjà été décrit, analysé, disséqué. On sait de quels maux souffre la Martinique. On connaît les causes du chômage, de l'émigration. Voilà plus de 20 ans que la gauche dénonce le sous-développement du pays, sa dépendance de la métropole, les rapports coloniaux qu'elle entretient avec elle. Des tonnes de dossiers s'entassent dans les administrations, les bureaux, les bibliothèques, les salles de rédaction... Des kilomètres de statistiques ont été établies pour résumer la structure foncière, les mouvements migratoires, la balance commerciale, les dépenses, les recettes, la situation du commerce, de l'agriculture, de l'artisanat, des entreprises, de la fonction publique, etc... etc... Tout est déjà mis en fiche, catalogué, connu depuis longtemps.

À côté de la préparation de dossiers qui existent déjà, le PPM propose de passer « à l'action ». DARSIERES déclare d'un ton décisif : « Voici venu le temps de l'effort, des propositions. De la construction ».

Mais là non plus, rien de nouveau. Le PPM reprend les mêmes vieilles rengaines serinées depuis des années : la relance de l'industrie sucrière, la remise en état du vieux clou rouillé qu'est le Lareinty, la société d'économie mixte, etc... Seule nouveauté : la tranche de logements demandée par Césaire au ministre du budget. C'est peut-être là d'ailleurs tout ce que Darsières entend par « le temps de la construction » !

Toujours est-il que ce n'est pas avec ces objectifs à courte vue que l'on pourra changer quoi que ce soit de fondamental à la situation de la population martiniquaise, travailleurs, chômeurs, petits paysans.

Une fois de plus le PPM appelle les masses à l'attente et à la patience. Une fois de plus, le changement doit venir de France. Jusqu'à l'autonomie elle-même qui devra nous être accordée par le nouveau gouvernement ! Darsières ne déclare-t-il pas : « ... Voici que le Pouvoir Socialiste, depuis Paris, impose de penser la Décentralisation, c'est-à-dire la domiciliation locale du pouvoir de décision, jusque là jalousement gardé par l'État abusivement centralisateur. L'Autonomie n'est pas renvoyée aux calendes : Suivez les débats qui agitent les parlementaires à Paris. Vous verrez qu'elle avance, et qu'elle est à nos portes ».

Effectivement, la loi sur la décentralisation vient d'être votée, mais à part quelques modifications de détail elle ne change pas grand-

chose au statut antérieur. Dans les DOM, la même administration coloniale est en place (le nouveau préfet de Martinique vient d'ailleurs d'annoncer que tout comme ses prédécesseurs il n'hésiterait pas à se servir de la force armée pour faire respecter l'ordre), et si les élus ont un peu plus de pouvoirs, c'est dans des limites bien étroites. En réalité, comme sous le gouvernement précédent, les intérêts des possédants, capitalistes, propriétaires fonciers, patrons, sont préservés, et ce sont ces intérêts qui font la loi. Les forces armées sont là pour faire respecter cette loi.

Quant aux élus locaux, on leur donnera simplement un peu plus de crédits à gérer. Et s'ils ne s'en contentent pas, eh bien ils auront, toujours la possibilité de protester ! Quant à changer quoi que ce soit, il n'en est pas question.

C'est dans un tel cadre que le PPM avance ses propositions limitées et dérisoires pour prétend-il, sortir de l'impasse.

Mais ce n'est pas le rafistolage du système colonial et capitaliste qu'il propose qui apportera quelque amélioration que ce soit aux pauvres et aux chômeurs de la Martinique, aux travailleurs à l'emploi précaire et sous-payé, aux milliers de petits agriculteurs dans la misère. Pour cela il faut des mesures radicales, il faut un bouleversement général de cette société pourrie et malade qu'est la société coloniale. Il faut prendre la terre aux grands capitalistes fonciers et la répartir entre tous ceux qui veulent la travailler. Il faut mettre sous le contrôle des ouvriers les bénéfices des grosses entreprises, et ces grosses entreprises elles-mêmes (EDF, commerce, import-export, compagnies maritimes et d'aviation, grands hôtels, etc...)

Cela veut dire que les masses elles-mêmes prennent en main l'économie du pays, et la réorganisent entièrement dans leur intérêt.

Mais de telles mesures audacieuses et révolutionnaires supposent la participation active de tous les pauvres, sous la direction de la classe ouvrière et de cela le PPM ne veut point.

Le PPM est un parti bourgeois, qui a peur de l'intervention des masses dans la vie politique. Il est parfois obligé de prendre des positions plus radicales s'il ne veut pas perdre son influence populaire ; c'est ce qui l'a fait évoluer depuis sa naissance, de la revendication d'un élargissement des pouvoirs du conseil général à la revendication d'autonomie. Césaire est même allé jusqu'à parler d'indépendance. Mais des raisons électorales l'ont conduit à prendre des positions plus modérées, et c'est ce qui fait que l'on assiste aujourd'hui à la « trêve autonomiste ». Demain le PPM peut être à nouveau, sous l'effet d'une poussée populaire, partisan de l'indépendance, il n'empêche qu'il restera violemment hostile et opposé à toute lutte révolutionnaire dirigée par les travailleurs eux-mêmes. Et en tout cas, il cherchera à coiffer le mouvement des travailleurs et des pauvres, à l'orienter vers des objectifs modérés, c'est-à-dire qui ne remettent pas en cause la hiérarchie sociale et la domination capitaliste. Et si, forcé par les masses, il s'attaque à la domination des



capitains français dans l'économie martiniquaise, ce sera pour mieux défendre les capitalistes noirs, et leur droit à faire des affaires dans leur pays, sur la sueur de « leurs » ouvriers.

Et, défendant les intérêts des bourgeois martiniquais, le PPM ne peut pas en même temps défendre les intérêts des ouvriers. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui il en arrive à nier l'existence de la classe ouvrière. La dernière assemblée générale des militants du PPM, réunie le 25 juillet pour discuter de la stratégie actuelle de leur parti, a décrété que : « la proposition du moratoire, formule lapidaire pour indiquer que l'impératif premier était la reconstitution de notre appareil économique, s'imposait compte tenu d'une part du niveau de conscience de ce peuple, d'autre part de la disparition de la classe ouvrière, sans laquelle aucune lutte de classe, aucune avancée vers le socialisme autogestionnaire n'était possible ».

Il fallait y penser ! La soi-disant « disparition » de la classe ouvrière vient fort à propos pour permettre au PPM de prêcher l'attente... jusqu'à ce que cette classe ouvrière soit enfin reconstituée ! Demain si le PPM avait le pouvoir en Martinique n'en doutons pas, ce serait au nom de la « reconstitution » de notre appareil économique que le PPM prêcherait aux ouvriers la patience et les sacrifices, et qu'il les appellera à ne pas s'en prendre aux intérêts des patrons.

Malheureusement pour le PPM, la classe ouvrière est toujours là, et la lutte de classe aussi. Et cette lutte de classe ne connaît point de « moratoire ». Plus elle se poursuit et plus les ouvriers conscients voient qu'ils auraient grand tort de confier leurs intérêts aux petits-bourgeois prétentieux et méprisants qui sont à la tête du PPM.

AVIS AUX LECTEURS

La parution du journal sera interrompue pendant le mois d'août. Le prochain numéro sera publié le vendredi 4 septembre.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresse
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX
Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728